

Unité départementale du Loiret
Adresse postale : DREAL Centre - UD 45 - 5 Avenue Buffon
Bureaux : 3 rue du Carbone
CS 96407
45054 Orléans Cedex 2

Orléans, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SODC BANNIER

135 faubourg Bannier
BP 31279
45000 Orléans

Références : 574/2025
Code AIOT : 0010001613

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement SODC BANNIER implanté 135 rue du faubourg Bannier 45000 Orléans. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODC BANNIER
- 135 rue du faubourg Bannier 45000 Orléans
- Code AIOT : 0010001613
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Situation administrative

L'établissement SODC est autorisé par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2019 à poursuivre l'exploitation des installations de production de chaleur et de cogénération situées 135 rue du Faubourg Bannier à Orléans.

La principale activité exercée est visée par la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées :

- 3110, combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW, soit 78,6MW (A)

Contexte

La société SODC, filiale d'Engie, exploite une chaufferie destinée à la production d'eau chaude surchauffée et à la distribution de chaleur pour les besoins en chauffage et en eau sanitaire. Le site est utilisé uniquement en secours de la chaufferie Biomasse SODC Les Groves. Le seul combustible autorisé est le gaz naturel.

Les installations de combustion de l'établissement sont les suivantes :

- générateur n°1 : BABCOCK (15 MW) mis en service en 1978 ,
- générateur n°2 : MAHY, (25 MW) mis en service en 1998,
- générateur n°4 : STEIN (13,6 MW) mis en service en 2008,
- turbine à gaz : (25 MW) mise en service en 1999.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Combustion
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	NC2 VI 16/07/2019 - Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 7.4.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
5	Mesure en continu de la température	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Mesure en continu de la pression	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Application procédures QAL/AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
10	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	NC4 VI 16/07/2019	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Sans objet
3	D1 VI 16/07/2019	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 50-I	Susceptible de suites	Sans objet
4	Mesure en continu des SOx	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Assurance Qualité des analyseurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Sans objet
9	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Sans objet
11	Assurance Qualité des AMS – AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Sans objet
12	Assurance	Arrêté Ministériel du	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	Qualité des AMS – QAL3	03/08/2018, article 31		
13	Respect des valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.2.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
14	Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC2 VI 16/07/2019 - Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <ul style="list-style-type: none"> La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection. La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme. <p>Détecteurs incendie :</p> <p>Une centrale de détection incendie avec les points a minima suivants est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 point dans le local poste de détente/ compteur à gaz ;

<ul style="list-style-type: none"> • 1 point à la verticale de chacune des chaudières et de la cogénération ; • plusieurs points dans l'ambiance de la chaufferie et autres locaux ; <p>La détection d'un incendie devra provoquer l'arrêt de la chaufferie et la coupure générale des alimentations gaz et électrique et le déclenchement d'une alarme locale avec report au poste de commande de télésurveillance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site du 7 avril 2022, il est constaté la présence de plusieurs détecteurs incendie au droit de chacune des chaudières, de la cogénération et en plusieurs points d'ambiance des locaux.</p> <p>Par contre l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la détection d'un incendie provoque l'arrêt de la chaufferie et la coupure des alimentations gaz et électriques.</p> <p>L'exploitant confirme à l'équipe d'inspection que ce point d'écart relevé lors de l'inspection précédente du 7 avril 2022 n'est pas levé.</p> <p>La détection incendie provoque l'arrêt de la chaudière sur coupure de l'alimentation en gaz. Un report de l'alarme est effectué au niveau de l'astreinte téléphonique.</p> <p>La détection incendie ne coupe pas l'alimentation générale en électricité.</p> <p>Selon l'exploitant, la coupure électrique est susceptible d'augmenter les risques au niveau de l'installation du fait de l'arrêt de la surpression sans préciser si ce risque a été porté à connaissance de l'inspection.</p> <p>Constat : La détection incendie ne déclenche pas la coupure générale de l'alimentation électrique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant vérifie dans l'étude des dangers si ce risque a été pris en compte. Dans la négative, un porter à connaissance est à déposer en préfecture.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 2 : NC4 VI 16/07/2019

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, QAL2</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Contrôle QAL 2 tous les 5 ans, conformément à la norme NF EN ISO 14956.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis préalablement à l'inspection les rapports de Bureau Veritas justifiant de la réalisation des QAL 2 pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le générateur 1 en mai 2022 (référence rapport 797533_8585834_1_1_3 Rev 0) - le générateur 2 respectivement en avril 2022 (référence rapport 797533_8585834_1_1_2 REV 0) - la chaudière 4 en mars 2025 (référence rapport 797533_21769454_2_1_2_REV 0) <p>Les rapports d'essais QAL 2 ont été transmis pour l'ensemble des chaudières.</p> <p>Constat : Absence d'écart relevé</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : D1 VI 16/07/2019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 50-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets accidentels
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, de déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et leurs quantités, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur ou les réseaux publics d'assainissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni la feuille de calcul D9A qui conclut que les besoins en eau d'extinction sur le site sont de 738 m³.</p> <p>L'exploitant a également fourni un document intitulé "capacité de rétention des eaux d'extinction" qui fait le bilan des volumes disponibles sur le site pour confiner les eaux d'extinction d'incendie en cas de besoin. Il dispose en tout de 1359 m³ de capacité de rétention (en prenant en compte le caniveau enterré et le collecteur d'effluent). Pour s'assurer de disposer du volume nécessaire, le document fourni présente un calcul minorant la disponibilité des différents moyens de rétention, il obtient tout de même une capacité suffisante pour retenir les eaux d'incendie.</p>

Constat : Absence d'écart relevé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesure en continu des SO_x

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu des SO _x
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Estimation journalière basée sur la connaissance de la teneur en soufre du combustible et des paramètres de fonctionnement de l'installation
Constats : L'écart relevé en 2022 était relatif aux installations de combustion fonctionnant au fioul. La chaufferie fonctionne désormais au gaz naturel aussi le suivi du paramètre SO _x n'est plus pertinent. Constat : la prescription n'est plus adaptée
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant porte à la connaissance du préfet le changement de combustible de son installation
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure en continu de la température

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu de la température
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : La température est mesurée en continu en cas de fonctionnement récurrent (deux années consécutives) supérieur à 1500 h, sinon mesure annuelle ou toutes les 1500h de fonctionnement

<p>Constats :</p> <p>En 2022, la chaudière n°2 a fonctionné moins de 500 heures. En 2023, la chaudière n°2 a fonctionné 1353 heures de mai à octobre. La chaudière 2 n'a pas fonctionné plus de 1500 h sur deux années consécutives (pas de fonctionnement récurrent supérieur à 1500 h).</p> <p>L'exploitant indique que la chaudière n°2 a fonctionné 1626,59 heures de mars à octobre 2024. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir la durée de fonctionnement de la chaudière 2 en 2025, ce qui ne permet pas de statuer sur la nécessité ou non de la mesure en continu de la température.</p> <p>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'absence de mesure en continu du paramètre température.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fourni les justificatifs des heures de fonctionnement de la chaudière 2 pour les années 2024 et 2025</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Mesure en continu de la pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 8.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu de la pression</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La pression est mesurée en continu en cas de fonctionnement récurrent (deux années consécutives) supérieur à 1500h, sinon mesure annuelle ou toutes les 1500h de fonctionnement</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2022, la chaudière n°2 a fonctionné moins de 500 heures.</p> <p>En 2023, la chaudière n°2 a fonctionné 1353 heures de mai à octobre.</p> <p>La chaudière n°2 n'a pas fonctionné plus de 1500 h sur deux années consécutives (pas de</p>

<p>fonctionnement récurrent supérieur à 1500 h).</p> <p>L'exploitant indique que la chaudière n°2 a fonctionné 1626,59 heures de mars à octobre 2024.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir la durée de fonctionnement de la chaudière 2 en 2025, ce qui ne permet pas de statuer sur la nécessité ou non de la mesure en continu de la pression.</p> <p>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'absence de mesure en continu du paramètre pression.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fourni les justificatifs des heures de fonctionnement de la chaudière 2 pour les années 2024 et 2025</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Assurance Qualité des analyseurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des analyseurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation possède un seul appareil de mesure en continu des rejets gazeux installée sur l'émissaire de rejet principal.</p> <p>L'exploitant présente les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le certificat de conformité de l'analyseur SIEMENS ULTRAMAT Multicomponent et la déclaration de conformité QAL 1 délivrée par SIEMENS - Le certificat TUV QAL 1 du 20 octobre 2008 justifiant du respect des normes EN 15267-3 et EN 14181.

Constat : Absence d'écart relevé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Application procédures QAL/AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Application procédures QAL/AST
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel constat inspection précédente du 07/04/2022 :</u> <i>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le QAL1 ni le QAL3 de son AMS (analyseur). Absence de QAL2 pour les chaudières 1 et 2. Absence d'AST pour la chaudière 4.</i></p> <p>Comme mentionné au point de contrôle n°7, le QAL 1 de l'analyseur a été présenté par l'exploitant.</p> <p>Les rapports de vérification réalisés par BUREAU VERITAS en avril et en mai 2022 justifient de la réalisation QAL 2 des chaudières 1 et 2 et concluent au respect des Valeurs Limites d'Émission (VLE) et à l'intégration des droites dans les calculs de la supervision pour les paramètres CO, NO_x et O₂.</p> <p>De même, les rapports de vérification réalisés par BUREAU VERITAS en mars 2024 et en mars 2025 justifient de la réalisation de l'AST, du QAL 2 de la chaudière n°4 et concluent au respect des VLE et à l'intégration des droites dans les calculs de la supervision pour les paramètres CO, NO_x et O₂.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le QAL 3 de son analyseur.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le contrôle QAL 3 de l'appareil de mesure en continu des rejets gazeux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité AMS-QAL 1
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel constat inspection précédente du 07/04/2022 :</u> <i>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le QAL1 de son AMS, ainsi que les éléments justifiant le maintien de la température sur l'ensemble de la ligne de prélèvement de la cogénération.</i></p> <p>Comme indiqué au point de contrôle 7, l'exploitant a présenté, pour l'analyseur SIEMENS ULTRAMAT Multicomponent, le certificat de conformité et la déclaration de conformité QAL 1 délivrée par SIEMENS.</p> <p>Pour ce qui concerne la cogénération, l'exploitant précise que cette ligne est à l'arrêt.</p> <p>Constat : Absence d'écart relevé</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL2
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel constat inspection précédente du 07/04/2022 :</u> Les QAL 2 présentent les non-conformité suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas utilisé (A1, A2, B ou C) n'est pas précisé dans les rapports ; - la VLE en NOx indiquée dans les rapports est erronée (62,5mg/Nm3 au lieu de 50mg/Nm3 pour la cogénération et 120mg/Nm3 au lieu de 110mg/Nm3 pour la chaudière 4) ; - le nombre d'heure de fonctionnement < 500h/an des équipements concernés (chaudière 4 et cogénération), permettant 5 mesurages au lieu de 15, n'est pas justifié ; - les droites d'étalonnage du logiciel d'acquisition des données ne sont pas celles indiquées dans les rapports, notamment pour la cogénération ; - les rapports n'indiquent pas l'existence d'un analyseur redondant et aucun QAL2 n'a été réalisé pour cet analyseur ; - les rapports ne fournissent aucune explication sur la prise en compte du fonctionnement en multiplexage. <p>Les derniers rapports de vérification effectués par BUREAU VERITAS en avril et mai 2022 mentionnent le cas utilisé. Les droites d'étalonnage du logiciel d'acquisition des données sont bien indiquées.</p> <p>En revanche,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la VLE en NOx indiquée dans le rapport de la chaudière 4 n'a pas été corrigé (120mg/Nm3 au lieu de 110mg/Nm3); - les rapports n'indiquent pas l'existence d'un analyseur redondant et aucun QAL2 n'a été réalisé pour cet analyseur ; - les rapports ne fournissent aucune explication sur la prise en compte du fonctionnement en multiplexage. <p>Pour ce qui concerne les écarts relatifs à la cogénération, l'exploitant précise que cette ligne a été arrêtée.</p>

Constat : Le QAL 2 de la chaudière 4 présente une non-conformité (VLE en NOx erronée). L'existence d'un analyseur redondant n'est pas indiquée et la réalisation d'un QAL2 pour celui-ci n'est pas démontrée. Aucune justification n'a été transmise concernant le fonctionnement en multiplexage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Assurance Qualité des AMS – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – AST
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST.
Constats : Les rapports de vérification réalisés par BUREAU VERITAS en mars 2024 et en mars 2025 justifient de la réalisation de l'AST, du QAL 2 de la chaudière n°4 et concluent au respect des VLE et à l'intégration des droites dans les calculs de la supervision pour les paramètres CO, NOx et O2. Constat : Absence d'écart relevé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL3
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.
Constats :

<p>Le QAL 3 de l'AMS est réalisé 3 fois par an en septembre et décembre de l'année n, et en mars de l'année n+1 lors du fonctionnement de la chaufferie.</p> <p>La gestion des gaz étalon est délégué au prestataire.</p> <p>Constat : Absence d'écart relevé</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Respect des valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vérification de la conformité aux VLE</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection précédente avait conclu au non-respect durant la mise en œuvre du QAL 2 et de l'AST pour la cogénération.</p> <p>L'exploitant indique que la cogénération est à l'arrêt et annonce la transmission d'un porter à connaissance.</p> <p>Constat : Absence d'écart relevé</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Mesure annuelle par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure annuelle par un organisme agréé
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Constats :

L'exploitant présente le rapport de contrôle annuel 2024 réalisé par BUREAU VERITAS pour la chaudière 4.

La prochaine mesure annuelle sera réalisée durant la campagne 2025/2026 de fonctionnement de la chaufferie.

Constat : Absence d'écart relevé

Type de suites proposées : Sans suite